

Panorama

BULLETIN D'INFORMATION DE L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS AU SÉNÉGAL

Le Sénégal et les Etats-Unis signent un Accord de défense



L'ambassadeur des Etats-Unis James Zumwalt et le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur Monsieur Mankeur Ndiaye signent l'Accord de défense.

ACTUALITE

- Le Sénégal et les Etats-Unis signent un Accord de défense 01
- Programme Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders, le département d'Etat invite 30 Sénégalais 02
- Asile humanitaire pour deux ex-détenus de Guantanamo : les États-Unis remercient le Sénégal 02
- L'ambassadeur James Zumwalt inaugure l'exposition sérère none 03
- Le programme Access œuvre pour la protection de l'environnement 04
- Football féminin: L'Ambassade organise une formation pour donner aux filles les mêmes chances que les garçons 04
- Le département d'Etat sponsorise une formation en entrepreneuriat pour les jeunes en Afrique de l'Ouest...05

FOCUS SUR

- La liberté des médias est primordiale. Voici ce que vous pouvez faire 06
- Les pays sans respect pour la liberté de la presse « n'ont pas de leçons à donner » 08
- Au péril de sa vie, une journaliste rétablit la vérité sur l'albinisme 08
- Huit conseils pour bien couvrir une élection en Afrique 09
- Face au danger, que peuvent faire les journalistes..... 10
- Les élections, pierre de touche de la presse..... 10
- La satire, un outil de réflexion, voire de critique, à protéger 11
- QUOI DE NEUF 12

Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le gouvernement de la République du Sénégal ont signé le lundi 2 mai 2016, au Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, un Accord concernant la coopération en matière de défense.

Le gouvernement des Etats-Unis a été représenté par l'ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Monsieur James Zumwalt et le Gouvernement du Sénégal par le Ministre des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Monsieur Mankeur Ndiaye.

Cet accord de coopération en matière de défense reflète les nombreux intérêts de sécurité partagés par les deux pays. Ces intérêts communs, et les avantages d'une coopération étroite de défense entre les Etats-Unis et le Sénégal, comprennent des exercices militaires conjoints de formation organisés de façon régulière, mais aussi la capacité de répondre aux crises, en cas d'apparition d'une maladie, d'une catastrophe naturelle ou d'une attaque terroriste.

Un exemple concret de cette coopération a été la décision du Sénégal de permettre l'accès aux installations sénégalaises à des avions militaires pour transporter les troupes américaines, les travailleurs de la santé et des équipements au Libéria. Cette collaboration a permis d'endiguer l'épidémie à virus Ebola en 2014, stoppant ainsi une menace transfrontalière à la fois pour le Sénégal et pour la communauté internationale.

Le nouvel accord bilatéral facilitera une relation plus étroite entre les deux armées et fournira la base juridique pour permettre un large éventail d'activités communes liées à la défense, le renforcement stratégique de notre partenariat de sécurité et la possibilité pour les États-Unis de répondre rapidement et efficacement aux crises émergentes.

« Le Sénégal est l'un de nos plus importants partenaires en Afrique de l'Ouest. Notre engagement commun à la démocratie, la sécurité et la prospérité constitue le socle de ce partenariat étroit », a déclaré l'ambassadeur Zumwalt. « L'Accord que nous signons aujourd'hui reflète ce niveau élevé de coopération et prépare le terrain pour une coopération militaire accrue dans les années à venir ».

Programme Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders (YALI), le département d'Etat invite 30 Sénégalais



Photo de famille en Y A L I dans les jardins de l'Ambassade à Dakar

L'initiative du Président Barack Obama en faveur des jeunes leaders africains (YALI) verra la participation de 30 jeunes Sénégalais âgés de 25 à 35 ans et évoluant dans différents domaines.

Ce programme qui a été lancé en 2010 par la Maison Blanche a eu un tel succès que le

nombre s'est vu augmenté de 500 en 2014 et 2015 et de 1000 en 2016.

L'Ambassade des Etats-Unis qui s'occupe du recrutement et de la sélection de ces jeunes, a organisé une orientation en vue de les préparer au voyage qui aura lieu en juin. A la fin de leurs formations dans

différentes universités, ces jeunes seront reçus par le Président Barack Obama.

Il faut noter qu'entre 2010 et 2015, plus de 30 jeunes Sénégalais se sont rendus aux Etats-Unis dans le cadre du YALI qui fut rebaptisé *Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders* en 2014, pour rendre hommage à Nelson Mandela.

Asile humanitaire pour deux ex-détenus de Guantanamo : les États-Unis remercient le Sénégal

Les États-Unis sont très reconnaissants à l'endroit de la République du Sénégal, pour avoir offert l'asile humanitaire à deux personnes anciennement détenues par le département de la Défense au centre de détention de Guantanamo Bay, à Cuba. Le 4 avril, le Ministère de la Défense a annoncé le transfert de deux ressortissants libyens au Sénégal. Ces deux personnes ont été approuvées pour le transfert à l'unanimité par six ministères et organismes du gouvernement des

États-Unis. Le Sénégal rejoint les 26 pays qui, depuis 2009, ont étendu les possibilités de réinstallation à près de 100 détenus. Les États-Unis apprécient l'aide généreuse du gouvernement du Sénégal au moment où les États-Unis poursuivent leurs efforts pour fermer le centre de détention de Guantanamo Bay. Ce geste humanitaire significatif est compatible avec le leadership du Sénégal sur la scène mondiale. Comme le Président Obama l'a indiqué à plusieurs reprises, son administration est déterminée à fermer le

centre de détention de Guantanamo Bay. La poursuite des opérations du centre de détention affaiblit notre sécurité nationale en drainant les ressources, endommageant nos relations avec les alliés et partenaires clés, et servant comme outil de propagande pour les extrémistes violents. Nous prenons toutes les mesures possibles pour réduire la population des détenus à Guantanamo et pour fermer le centre de détention d'une manière responsable qui protège notre sécurité nationale.

L'ambassadeur James Zumwalt inaugure l'exposition sérère none



L'ambassadeur James Zumwalt inaugure l'exposition sérère none.

L'ambassadeur des Etats-Unis, James Zumwalt a procédé le jeudi 3 mars 2016, à Thiès, à la cérémonie d'ouverture de l'exposition Sérère None. C'est l'aboutissement d'un projet lancé il y a deux ans, dans le cadre de la subvention du Fonds de l'Ambassadeur pour la Préservation Culturelle allouée au Musée de Thiès pour la sauvegarde et la documentation de la musique traditionnelle des Sérères Nones.

Désormais, grâce au travail d'artistes et de représentants de la communauté sérère none, il existe des archives numériques sonores et audiovisuelles de ces traditions, pour le plus grand plaisir d'un large public et des chercheurs. Plus important encore, certains des aînés de cette communauté ont appris à la génération suivante de musiciens comment fabriquer ces instruments traditionnels. Et comme l'a souligné l'ambassadeur Zumwalt, « avec la transmission de ce savoir-faire, la musique prend vie et devient une source de revenus et de fierté pour la prochaine génération d'artistes sérères nones ».

Ce projet a été financé avec le Fonds pour la préservation du patrimoine culturel de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal. Ce fonds a été mis en place en 2001 pour contribuer à la conservation de sites culturels, d'objets culturels ou de formes d'expression culturelle traditionnelle dans des pays comme le Sénégal. Avec une histoire culturelle d'une telle richesse et d'une telle diversité, le Sénégal a beaucoup à offrir au monde.

En préservant et en transmettant des traditions culturelles de génération en génération, les Sénégalais peuvent célébrer leur culture comme une source de fierté nationale. Outre le projet Sérère None, le Fonds de l'Ambassadeur pour la préservation du patrimoine culturel a financé d'autres facettes du patrimoine

culturel du Sénégal. En 2007, ce fonds a contribué à monter une exposition soulignant le rôle majeur de l'histoire des femmes au Sénégal. Le fonds a également apporté son soutien à la conservation de photographies et de documents pour le musée Léopold Sédar Senghor et a permis de moderniser l'exposition et le stockage de pièces d'art africain au Musée Theodore Monod, à Dakar.



L'ambassadeur James Zumwalt inaugure l'exposition sérère none.

Le programme Access œuvre pour la protection de l'environnement

A l'occasion de la journée de la terre célébrée tous les ans le 22 avril, les élèves bénéficiaires du programme Access ont initié diverses activités pour marquer l'évènement.

Ainsi à Dakar, Louga, Mbacké, Tivaouane, Thiès, Richard-Toll, Fatick, Ziguinchor, Kaolack et Kounghoul, les élèves Access ont nettoyé leurs écoles et d'autres bâtiments administratifs de leurs quartiers; ils ont planté des arbres et des

fleurs. Ils ont aussi organisé un concours pour créer des slogans autour du thème de la protection de l'environnement et qu'ils ont ensuite affiché dans certains points stratégiques de leurs écoles.

A Kaolack, les élèves Access ont organisé un défilé avec des pancartes pour sensibiliser la population sur le danger que constitue l'utilisation des sachets plastiques. La communauté a adhéré à cette initiative et dans certaines localités, les populations ont même pris part aux activités.



Les élèves Access de Kaolack défilant avec des pancartes pour sensibiliser la population.



Les élèves Access de Ziguinchor devant une peinture qu'ils ont réalisée sur un mur de leur école.

Le programme Access, sponsorisé par le département d'Etat et supervisé par le RELO (*Regional English Language Office*), a pour but de renforcer les capacités de jeunes élèves issus de zones défavorisées du Sénégal. Ces derniers bénéficient de cours intensifs d'anglais qui, en plus de la langue, mettent l'accent sur la culture américaine, le civisme, le leadership, entre autres thèmes.

Football féminin : l'Ambassade organise une formation pour donner aux filles les mêmes chances que les garçons

Dans le cadre du programme « *Sports Envoy* », la Section des Affaires Publiques de l'Ambassade, en collaboration avec la Fédération Sénégalaise de Football, a invité au Sénégal deux coaches et anciennes joueuses de l'équipe nationale américaine du 28 avril au 6 mai 2016. Durant leur séjour d'une semaine à Ziguinchor, Staci Wilson et Zola Solamente et des techniciens de la Fédération ont formé vingt entraîneuses sénégalaises recrutées à travers les régions du Sénégal et quatre autres entraîneuses de la Guinée-Bissau. Les entraîneuses suivaient des sessions de formation les matinées, et pratiquaient, les après-midi, avec les 200 joueuses sélectionnées au niveau de Ziguinchor. L'objectif du programme était de réduire les inégalités de genre dans le football, et également renforcer les connaissances techniques et tactiques des entraîneuses pour leur permettre de mieux encadrer les joueuses. Pratiqué au Sénégal depuis plus de quarante ans, le football féminin souffre du manque de

formation et des barrières socioculturelles. Ainsi pour booster la carrière et l'autonomie des joueuses, chacune des 200 joueuses a reçu une attestation, plus un ballon. Ayant leurs propres balles, ces filles sont maintenant autonomes à s'entraîner et jouer au football, ce qui leur donne la possibilité de se perfectionner et faire leur chemin vers l'équipe nationale.

Pour rappel, Staci Wilson est triple championne nationale du NCAA (qui réunit l'élite universitaire américaine de football féminin.). Elle jouait à *University of North Carolina* (1994, 1996 et 1997) et comme défenseuse à l'équipe américaine qui avait gagné la médaille d'or des jeux Olympiques de 1996. Elle a remporté deux fois les championnats professionnels. Depuis 2012, Wilson occupe le poste d'entraîneur adjoint du football féminin à *Florida Atlantic University*.

Zola Solamente, recrutée comme joueuse à *University of North Carolina*, était

cadette au début de ses quatre années de carrière. Zola a remporté 4 championnats nationaux, 4 Championnats du ACC (*Atlantic Coast Conference*, groupement de quinze universités dans quinze sports dans l'Est des États-Unis), et a été nommée *All-American* (équipe type) quand elle était senior.



Zola Solamente explique aux jeunes footballeuses des techniques de base.

Le département d'Etat sponsorise une formation en entrepreneuriat pour les jeunes en Afrique de l'Ouest

Un Avenir Plus Propre, Une Poubelle à la Fois

Un système de collecte de déchets déficient, un risque de santé majeur pour les enfants et le bétail local et une source de dégradation des sols: tous causes de frustration pour les populations de Kaffrine. Pourtant, là où certains ressentent de la frustration, d'autres, des entrepreneurs, voient une opportunité. C'est le cas de la volontaire du Corps de la Paix Stefanie Smith qui, en collaboration avec des membres de la communauté, a saisi cette opportunité pour relever le défi de la propreté de la ville.

La Société pour l'Embellissement et le Nettoyement de Kaffrine - SEN-ECOKAF est une initiative issue de cette opportunité et est devenue la première SARL dans la région de Kaffrine. Cette initiative a été mise en œuvre grâce à l'appui financier de l'organisation à but non lucratif *World Connect* et aux contributions des membres de la communauté de Kaffrine.

SEN-ECOKAF comprend trois éléments: la collecte de déchets, des activités de transformation de déchets et une initiative d'éducation pour la conservation de l'environnement :

- Les activités de collecte de déchets ont commencé en février 2016 avec 86 abonnés mensuels. En l'espace de deux mois, SEN-ECOKAF a connu une croissance de plus de 300% avec un total de 264 abonnés au début du mois d'avril.



Les charrettes utilisées par SEN-ECOKAF pour les services de collecte de déchets.

- Le début des activités de transformation de déchets est prévu au mois de juillet. L'objectif principal est de réduire la quantité de déchets acheminée aux sites d'enfouissement. SEN-ECOKAF s'est engagée à recycler au moins 50% des déchets recueillis mais espère accroître ce chiffre à 95% avant 2020. Pour accomplir ses activités de transformation, la société embauchera quatre groupements féminins offrant ainsi à plus de 60 femmes l'opportunité d'augmenter leurs revenus, renforçant subséquemment leur sécurité économique et leur rôle dans les processus décisionnels.

- La société a également planifié des compétitions de pièces théâtrales et de peintures murales sur le thème de l'environnement, des formations sur des sujets relatifs à la santé, des ateliers de production d'art à base de matériaux recyclés et la plantation d'arbres.

Bien qu'elle soit une organisation à but lucratif, SEN-ECOKAF est dévouée à l'embellissement de sa ville à travers des initiatives de protection de l'environnement. C'est ainsi qu'en collaboration avec des associations de jeunesse, la première d'une série d'assainissements communautaires (Set-Setal) a eu lieu ce 3 avril 2016 avec plus de 80 jeunes participants. Cette initiative a été possible grâce à l'appui de la municipalité de Kaffrine qui a assuré le transport et a fourni le matériel (brouettes, pèles et balais) et de la *Green Team* de l'ambassade des Etats Unis au Sénégal qui a fourni 300 gants et masques pour la cause.

Au fur et à mesure que le nombre d'abonnés s'accroît et que les femmes continuent à transformer les déchets en produits recyclables, la société maintiendra ses initiatives éducatives. L'essentiel de la mission de SEN-ECOKAF c'est d'assurer un avenir plus propre, une poubelle à la fois.

"...là où la population ressent de la frustration, des entrepreneurs y voient une opportunité".



L'inauguration de SEN-ECOKAF, Première SARL dans la région de Kaffrine.

La liberté des médias est primordiale. Voici ce que vous pouvez faire.

La liberté de la presse permet de :

- diffuser des informations et des idées auprès des citoyens afin de contribuer à une réserve de connaissances communes au sein de la population ;
- améliorer le fonctionnement du gouvernement représentant les citoyens, en aidant ceux-ci à communiquer avec lui ;
- donner aux citoyens un moyen d'attirer l'attention sur les violations de leurs droits ;
- rapprocher le gouvernement du peuple, en aidant les décideurs politiques à mieux comprendre comment les gens perçoivent leur façon d'agir.

Si, comme l'a conclu une étude récente, la liberté des médias est en recul, nous avons tous intérêt à trouver une solution. Les solutions à notre portée sont, notamment, un meilleur financement des médias, le recours aux nouvelles technologies de l'information et la protection par les tribunaux des droits que la loi reconnaît aux journalistes.

Soutenir la liberté de la presse

Les médias ne peuvent être vraiment indépendants que s'ils bénéficient d'un financement sûr et de bailleurs de fonds qui respectent leur indépendance éditoriale. Où trouver un tel soutien ?

Des organisations comme le *Global Investigative Journalism Network* (GIJN) et le *Fund for Investigative Journalism* offrent des bourses substantielles. Par exemple, Rahma Muhammad Mian, boursier actuel de *Knight International Journalism*, a créé un laboratoire de participation de citoyens



Les journaux locaux et leur version en ligne sont des sources importantes d'infos pratiques. (© Tupungato/Shutterstock.com).

au Pakistan. Son objectif : recueillir des données pour des projets dans les médias et créer des réseaux pour améliorer la collaboration entre médias et pouvoirs publics.

Certains journalistes ont recours au financement participatif pour financer leurs reportages. En 2013, par exemple, des journalistes hollandais ont récolté 1,7 million de dollars grâce au financement participatif pour fonder *De Correspondent*, une plateforme en ligne présentant des contextes, des analyses et des enquêtes journalistiques en néerlandais et en anglais. En outre, Krautreporter a lancé en 2013 une plateforme de financement participatif pour appuyer le journalisme dans les régions germanophones.

Aux États-Unis, le *Texas Tribune*, un site d'actualités sans but lucratif soutenu par

des fonds recueillis auprès d'une vaste gamme de donateurs — issus de milieux politiques, d'affaires et gouvernementaux et de diverses fondations — publie des rapports impartiaux sur la politique de l'État du Texas. Sa réussite a abouti à un partenariat avec le *New York Times* et, plus récemment, avec le *Washington Post*. Pour Emily Ramshaw, rédactrice de la Tribune, « si un article est introuvable ailleurs, c'est un sujet pour le Texas Tribune ».

Pour Malaysiakini, un organe de presse multimédia indépendant en Malaisie, le financement novateur est indissociable de l'indépendance éditoriale. « Nous sommes comme ces gosses agaçants qui donnent un coup de poing dans l'œil à la brute de la classe et refusent de partir », a déclaré le co-fondateur et rédacteur Steven Gan à des invités à la fête du 15^{ème} anniversaire de Malaysiakini. Pour préserver son indépendance dans un milieu où toutes sortes de contraintes sont imposées aux médias, Malaysiakini dépend des abonnements, de la publicité en ligne et de bourses de fondations, en évitant les parrainages de partis politiques ou de sociétés commerciales. Sa motivation principale : « Sans la vigilance des médias, ceux qui sont au pouvoir peuvent être tentés d'user de leur pouvoir financier pour corrompre ceux qui ont de l'influence et d'avoir recours à leur autorité policière pour limiter la dissidence. Agir de la sorte, au profit de quelques-uns, mène à la désunion d'un pays et à la désintégration de la société. » Malaysiakini compte parmi ses fondateurs l'*International Center for Journalists* (ICFJ) et la Fondation nationale pour la démocratie (NED).



Le personnel de Malaysiakini, sous la direction des co-fondateurs et rédacteurs Steven Gan et Premesh Chanran, expriment leur soutien aux journalistes d'Al Jazeera emprisonnés en Égypte et pour la campagne #freeAJstaff. (Malaysiakini/Lim Huey Teng).

La rencontre des médias électroniques, des journalistes professionnels et des citoyens reporters

Les plateformes Internet basées sur des supports électroniques ouvrent de nouvelles perspectives aux journalistes professionnels et une tribune aux citoyens reporters qui signalent les événements dignes d'attention via des blogs et médias sociaux. Les sites numériques sont agiles et bon marché.

Les plateformes novatrices comme Ushahidi peuvent transmettre des nouvelles vitales en temps de crise. Ushahidi est une initiative de quelques journalistes calés en technologie, qui ont créé un site Internet, puis une appli permettant aux citoyens de signaler et de localiser des incidents en temps réel au moyen de courriers électroniques et de textos. Ushahidi a aidé les journalistes à dresser des cartes du conflit en Syrie et à faire le suivi de l'épidémie d'Ebola en Afrique.

Depuis 2005, la communauté sans frontières *Global Voices* organise les actualités et les articles de fond communiqués par plus de 1 200 écrivains, analystes, experts en médias et traducteurs de plus de 167 pays, surtout des bénévoles. *Global Voices* présente des nouvelles qui ne retiennent pas vraiment l'attention des médias traditionnels, comme, « un dessinateur humoristique malais continue à lutter contre les abus du gouvernement malgré des accusations de sédition » ou « les nouvelles règles sur internet en Chine visent les noms d'utilisateur et les avatars, considérés comme des outils subversifs ». L'équipe de *Global Voices* vérifie et traduit les rapports avant de les publier



Les appareils portables et les médias en ligne ont changé le visage du journalisme. Cette journaliste prend une photo à une conférence de presse à Mexico. (© AP Images).

en 43 langues. *Global Voices* est aussi un défenseur des droits en ligne et de la liberté de la presse et fournit des outils aux citoyens journalistes des communautés peu représentées.

La capacité de transmission d'informations via des vidéos captivantes est un avantage indéniable des nouveaux médias électroniques. Les organisations comme WITNESS aident à dispenser les compétences nécessaires, avec l'assistance de cinéastes expérimentés et de journalistes technophiles spécialisés en droits de l'homme, qui enseignent la manière de réaliser des reportages vidéo éthiques en toute sécurité. Les journalistes peuvent trouver en ligne des tuyaux

dans la « trousse à outils » de la Société des journalistes professionnels (SPJ). En outre, la *Knight Foundation* finance différents partenaires pour améliorer leurs compétences en journalisme numérique.

Assurer la sécurité des journalistes

Les capacités de financement et d'usage habile d'Internet ne suffisent pas toujours. La liberté de la presse n'existe pas réellement si les journalistes professionnels et les citoyens reporters craignent les menaces contre leur sécurité physique.

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) compte que 72 journalistes ont été tués à cause de leur travail en 2015. Des pays de presque tous les continents sont représentés sur l'Indice d'impunité annuel du CPJ.

Un pouvoir judiciaire libre et robuste est un acteur essentiel dans la protection de la liberté de la presse. Agnes Callamard, directrice de l'initiative *Global Freedom of Expression* à l'université Columbia à New York, constate que les tribunaux ont fait respecter le droit à la liberté d'expression même dans des pays où les pouvoirs publics ne protègent généralement pas cette liberté, ni les journalistes. Son organisation a rendu hommage à des tribunaux et des associations juridiques de Norvège, de Turquie, du Zimbabwe et du Burkina Faso pour avoir protégé la liberté de la presse devant les tribunaux.

La liberté de la presse est une responsabilité collective, et lorsque les particuliers, les organisations et les pouvoirs publics collaborent pour la protéger, tout le monde est gagnant.



Après le massacre de 11 personnes au magazine satirique *Charlie Hebdo* à Paris, des journalistes du monde entier, comme cette femme au Liban, ont adopté le slogan « Je suis Charlie » pour défendre la liberté de la presse. (© AP Images).

Les pays sans respect pour la liberté de la presse « n'ont pas de leçons à donner »

Des « défenseurs de la liberté » qui s'acquittent d'une « mission inestimable ... sous des pressions constantes » : c'est le coup de chapeau que le secrétaire d'État John Kerry a tiré aux journalistes à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux du Washington Post, en janvier.

Ses propos étaient particulièrement lourds de sens quand on se rappelle que ce quotidien a été celui qui a révélé l'affaire du Watergate, à l'origine de la démission du président Richard Nixon. Le Washington Post a prouvé que « pas même un président des États-Unis n'est au-dessus de la loi ».

Le rempart de la vérité

« Relayer la vérité est un service public, a affirmé le secrétaire d'État. Le silence permet à la criminalité et à la corruption d'entraîner la putréfaction de pays tout entiers ». C'est pour cette raison que les États-Unis soutiennent dans 30 pays des programmes à l'appui de l'indépendance des médias.

« Un pays sans presse libre et indépendante n'a ni de quoi se vanter, ni de leçons à donner, ni aucun moyen de réaliser son potentiel », a souligné John Kerry.

Le danger guette les journalistes

Trop souvent de nos jours, les journalistes se trouvent confrontés à des dangers, a relevé le secrétaire d'État. Au cours de

l'année écoulée, 71 membres des médias ont été tués et près de 200 emprisonnés.

John Kerry a saisi l'occasion de saluer Jason Rezaian, le reporter du *Washington Post* qui a été relâché par les autorités iraniennes après 545 jours de détention. Il a également énuméré les dangers auxquels les journalistes font face à notre époque.



Le secrétaire d'État John Kerry salue des journalistes du Washington Post à son entrée au nouveau siège du quotidien. (Département d'État).

Au péril de sa vie, une journaliste rétablit la vérité sur l'albinisme

On est trop souvent jugé sur les apparences. Mais au point d'être en butte à d'importantes discriminations, par exemple de se faire interdire l'entrée à l'école ou de se voir refuser un emploi ? Ou de risquer la mort ?

Beaucoup de personnes atteintes d'albinisme vous diront que oui. Même dès leur plus jeune âge, elles sont nombreuses à être victimes d'exclusion sociale et à vivre dans la peur constante de subir des violences. Pourquoi ? À cause des idées reçues – et totalement fausses – qui stigmatisent cette condition.

La journaliste Vicky Ntetema a risqué sa vie pour dénoncer ces contrevérités parce que « quand les droits de l'homme sont en jeu, il n'y a pas de compromis ».

En Tanzanie, où Vicky Ntetema vit et travaille, mais aussi dans d'autres pays d'Afrique, les sorciers propagent des mythes sur les albinos, qu'ils accusent d'être maudits et contagieux. Fait paradoxal, ils affirment pourtant que certaines parties de leur corps portent chance. Vicky Ntetema a compris pourquoi en se faisant passer

pour une cliente : les sorciers tirent de gros profits de ce trafic macabre et inhumain.

L'albinisme a beau toucher 1 Tanzanien sur 1 400, c'est une condition qui reste incomprise. Beaucoup de gens ne savent pas qu'il s'agit d'une anomalie génétique, caractérisée par une absence de pigmentation de la peau.

« Il n'y a peut-être pas d'albinos dans votre famille, parmi vos amis ou vos voisins, mais qui sait si vous n'êtes pas porteur du gène », fait remarquer Vicky Ntetema. En Tanzanie, 1 personne sur 19 a un gène qui code ce caractère héréditaire. Un enfant naît albinos si son père et sa mère en sont tous les deux porteurs. Comme si souffrir de discriminations toute sa vie ne suffisait pas, il va aussi être atteint de déficience visuelle et courir un risque accru de cancer, étant plus sensible à l'exposition au soleil.

Le 29 mars dernier, le secrétaire d'État américain John Kerry a rendu hommage à Vicky Ntetema pour avoir dénoncé les meurtres perpétrés contre les albinos, au péril de sa vie. John Kerry lui a remis le



Vicky Ntetema, tenant son trophée qui récompense les femmes de courage, pose avec le secrétaire d'État américain. (Département d'État).

Prix du courage féminin et a salué son travail de journaliste. « Il a sauvé des vies et déclenché une ferme condamnation de la part de responsables tanzaniens » à l'égard de ceux qui s'attaquent aux albinos, a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Par le biais de l'ONG *Under the Same Sun*, Vicky Ntetema « sort de l'ombre les personnes souffrant d'albinisme et milite pour leurs droits fondamentaux », a-t-il déclaré.

Huit conseils pour bien couvrir une élection en Afrique

Quelle est la pierre angulaire de la démocratie? Le vote. Mais pour bien voter, il faut d'abord être bien informé.

« Toute démocratie, naissante ou établie, ne peut exister si les citoyens ne sont pas bien informés », explique Daniel Glick, journaliste, auteur et producteur multimédia américain. Et c'est le rôle des journalistes de tenir les citoyens au courant pour qu'ils puissent faire des choix éclairés lors des élections, renchérit Eduardo Cue, journaliste et consultant américain.

Les deux journalistes américains partageaient récemment des conseils sur leur métier lors d'une discussion en ligne avec des confrères basés dans des pays d'Afrique francophones. Au menu de la conversation : comment offrir une couverture médiatique de qualité en période électorale ?

Une tâche particulièrement ardue en Afrique, où les journalistes sont soumis à d'énormes pressions, « surtout de la part d'une classe politique qui s'accroche au pouvoir », font remarquer les deux intervenants. « C'est aux journalistes de forcer cette classe politique à entrer dans le 21^{ème} siècle et dans le siècle des élections libres et transparentes », estime Eduardo Cue.

Question transparence, certains pays ont récemment organisé des élections encourageantes : au Nigéria, au Bénin et en Centrafrique, les scrutins ont reflété la volonté du peuple... mais ce n'est pas toujours le cas.

Autre obstacle : l'image du métier. « Le journalisme est une profession qui est souvent mal perçue, voire méprisée par les gens au pouvoir », regrette Eduardo Cue.

« VOUS ETES DES TEMOINS, DES CHERCHEURS DE VERITE ET VOS OUTILS SONT L'INDEPENDANCE, L'EQUILIBRE, LA FIABILITE, C'EST-A-DIRE UN TRAVAIL LIBRE DE TOUTE INFLUENCE EXTERIEURE. »

Alors comment redorer le blason de la profession ? En faisant des reportages fiables, exacts et vérifiables autant que possible, rétorque Daniel Glick. « Il est très important de se souvenir qu'un journaliste n'est ni un juge ni un partisan. Laissez vos opinions chez vous », ajoute-t-il.

Voici des réflexes qu'un bon journaliste doit avoir, selon eux, lors des élections :



Le président Obama répond aux questions de la presse dans le Bureau ovale (Maison Blanche/Pete Souza).

- 1 – **Faire une « radiographie du pays ».** Il faut sortir de la capitale, des ministères, des sièges des partis politiques pour aller à la rencontre des gens, recommande Daniel Glick. Demandez-
- 2 – **Interroger les candidats sans crainte.** « N'oublions pas que les gens qui sont élus sont des serviteurs du peuple qui les élit. Il faut avoir du respect pour eux, pour la fonction, mais ne pas les traiter comme des sages ou comme des demi-dieux », insiste Eduardo Cue. « Le bon journaliste politique ne se contente pas d'indiquer le point de vue des candidats. Il les invite à préciser ce qu'ils ont accompli au poste qu'ils ont occupé auparavant », ajoute Daniel Glick.
- 3 – **Utiliser la boîte à outils du journaliste pour chercher l'info.** Il faut lire les documents, les dossiers, interroger les sources humaines et tenir compte de ses propres observations personnelles.
- 4 – **Ne jamais supposer que l'information donnée est véridique.** « Il faut toujours vérifier l'info en la recoupant avec d'autres sources », répète Daniel Glick, et surtout, varier ses sources.
- 5 – **Toute information incluse dans un reportage doit être vérifiée et totalement exacte.** Et face aux rumeurs, notamment en période post-électorale, « il faut calmer le jeu », suggère Eduardo Cue. « Allez vers les faits et les explications les plus concrètes possible ».
- 6 – **Se poser les bonnes questions.** Qui sont les candidats ? D'où vient leur soutien ? Est-ce que leurs promesses sont réalistes ? Qui va payer pour ça ? Il faut commencer à enquêter plusieurs mois avant l'échéance électorale.
- 7 – **Prendre des mesures de sécurité.** Il faut connaître le terrain à l'avance, se munir d'une carte de presse, même si elle n'est pas un bouclier, ne pas travailler seul dans les lieux dangereux, tenir ses chefs au courant de ses déplacements.
- 8 – **Ne pas accepter d'argent ou de cadeaux.** « Gardez votre indépendance à tout prix. Vous n'avez que ça : la crédibilité, la fiabilité et l'indépendance », rappelle Daniel Glick. Et si jamais vous laissez un candidat prendre en charge vos frais de transport, faites tout de même votre travail avec intégrité. « Ce n'est pas idéal d'être payé mais il n'y a rien qui vous empêche d'accepter quelque chose des autres candidats », ajoute-t-il.

Préserver son indépendance reste un défi dans des pays où, bien souvent, les organes de presse appartiennent à l'État ou même à des politiciens. Les sites web, de plus en plus populaires, échappent à cette tendance : la liberté d'expression y est plus grande, mais attention à l'authenticité des faits. Car rappelons-le, sans journalisme fiable, la démocratie ne peut exister.

Face au danger, que peuvent faire les journalistes ?

Pour les journalistes membres de la presse libre, le danger fait partie du métier. Il guette en particulier les reporters qui travaillent dans les zones de conflit. Ceux aussi qui couvrent les épidémies et les catastrophes naturelles.

Mais aujourd'hui, dans beaucoup d'endroits du monde, les journalistes peuvent être pris pour cibles. « Les temps ont complètement changé », affirme Joel Simon, directeur exécutif du Comité pour la protection des journalistes (CPJ).

La plupart des grands organes de presse ferment leurs bureaux à l'étranger, explique Robert Mahoney, vice-directeur du CPJ. Résultat : des journalistes locaux ou des pigistes, comme les victimes de Daech Steven Sotloff et James Foley, partent couvrir des sujets et la vie des gens dans les zones de conflits ou dans des lieux reculés.

Pour Joel Simon et Robert Mahoney, la première chose très importante que les journalistes doivent faire avant de partir sur le terrain, c'est d'évaluer les risques auxquels ils vont être confrontés. Pourraient-ils être détenus ? Emprisonnés ? Agressés ? Ou risquent-ils tout simplement de se retrouver pris entre les tirs de belligérants ?



Après avoir vérifié et compris les risques encourus, ils auront une meilleure idée des précautions et du matériel à prendre.

Les journalistes étrangers doivent aussi tenir compte des dangers qu'ils font encourir aux personnes qu'ils interviewent. Beaucoup d'habitants locaux prennent de gros risques en travaillant avec des personnes qui ne sont pas originaires du pays. Ils tiennent souvent leurs activités secrètes, même vis-à-vis de leur propre famille.

« Nous, on peut partir. On peut prendre un avion et s'enfuir. Eux, ils doivent rester », rappelle Robert Mahoney.

La deuxième chose à prévoir, c'est un plan de communication d'urgence. Si les choses dégénèrent, qui sera au courant et quelles dispositions seront prises ?

« Ce sont les mesures les plus élémentaires que les journalistes doivent prendre pour se protéger, résume Joel Simon. Elles découlent les unes des autres ».

Les élections, pierre de touche de la presse

Ce qu'on entend à la radio, ce qu'on voit à la télévision, ce qu'on lit dans les journaux et sur l'internet : tout cela influence les électeurs quand ils vont aux urnes. En 2016, les journalistes en Afrique ont du pain sur la planche : 16 pays tiendront des élections entre le début du mois de mai et la fin de l'année.

- Tchad (deuxième tour de la présidentielle le 9 mai ; législative en 2016)
- Sao Tomé et Principe (présidentielle en juillet)
- Zambie (présidentielle et législative le 11 août)
- Cap-Vert (présidentielle en août)
- Nigeria (élection aux postes de gouverneurs les 10 septembre et 26 novembre)
- Seychelles (législative en octobre)
- Ghana (présidentielle et législative le 7 novembre)
- République démocratique du Congo (présidentielle le 1er décembre)
- La Gambie (présidentielle le 1^{er} décembre)
- Soudan (législative en décembre)

- Côte d'Ivoire (législative en décembre)
- Mauritanie (législative en 2016)
- Tanzanie (référendum constitutionnelle en 2016)
- Rwanda (législative en 2016)
- Somalie (élection générale en 2016)
- Gabon (élection générale en 2016)

En prévision des élections, la tâche des journalistes consiste à « éduquer les citoyens... en leur fournissant les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions en connaissance de cause », explique Kevin Smith, lui-même journaliste de carrière. Une tâche qui n'est pas toujours facile étant donné les



Obama et la présidente Ellen Johnson Sirleaf du Liberia répondent aux questions de journalistes à la Maison Blanche. (© AP Images).

pressions qui s'exercent sur les reporters : censure, pots-de-vin et menaces de mort.

Après avoir exercé la profession de journaliste pendant 25 ans, Kevin Smith est aujourd'hui directeur adjoint du *Kiplinger Program in Public Affairs Journalism* à l'Ohio State University. Il a également contribué à la formation de journalistes indépendants en Ouganda et en Sierra Leone.

Aujourd'hui, il tire la sonnette d'alarme: de nombreux médias d'information sont sous

la coupe de gouvernements, de sociétés ou de groupes d'intérêts privés qui paient les journalistes pour relayer leurs points de vue auprès des électeurs. Mais sans dire mot sur ces attaches financières.

Or dans une démocratie, la presse doit « faire fonction d'office de surveillance du gouvernement et informer les citoyens pour qu'ils sachent à quoi s'en tenir vis-à-vis de leurs élus », insiste Kevin Smith.

Il met en garde les journalistes : « Si vous avez un autre intérêt en tête, si ce n'est

pas ça, votre motivation, si votre but est de faire élire certaines personnes, si vos reportages sont inexacts ou tendancieux, alors vous ne vous acquittez pas de votre devoir de journaliste. »

S'il y a « un moment où la presse doit monter au créneau, être fiable et impartiale, c'est bien pendant le processus électoral, aucun doute là-dessus, a souligné Smith. Autrement, vous privez le public de l'information. Vous le privez de l'occasion de prendre les décisions qui le touchent. »

La satire, un outil de réflexion, voire de critique, à protéger

En 1976, le président des États-Unis de l'époque, Gerald Ford, était constamment tourné en dérision à la télévision nationale et dépeint comme un bouffon maladroit qui ne savait pas mettre un pied devant l'autre. Plus tard, Ford a écrit que, même s'il n'avait pas particulièrement apprécié d'être représenté comme un « ex-athlète lourdaud », il devait bien admettre que ce portrait était aussi réussi que drôle.

Et Ford n'aurait pu faire grand-chose contre ces railleries. Les programmes télé satiriques et les centaines de caricatures qui paraissent chaque jour dans les médias américains sont protégés par le premier amendement de la Constitution des États-Unis qui stipule que « [le] Congrès ne fera aucune loi [...] qui restreigne la liberté de parole ou de la presse ».

La satire et la parodie ont pour but d'attaquer, de mépriser et de ridiculiser, parfois jusqu'au point de rendre imperceptible la ligne qui sépare la vérité de l'extravagance. Les cibles préférées sont la politique et la religion. Le journal satirique



Matt Wuerker de Politico se moque de la complexité du système électoral des États-Unis (Matt Wuerker/Politico).



Un dessin de Kevin Kallaugh montre le président Obama alors qu'il tente de tenir les rênes du gouvernement malgré les obstacles dressés tant par les Républicains (éléphant) que par les Démocrates (âne) (Kevin « KAL » Kallaugh/The Economist).

français Charlie Hebdo hérite d'une longue tradition qui consiste à avoir recours à l'humour pour étriller les personnages et les mouvements politiques et religieux.

En réponse à l'attaque terroriste qui a visé Charlie Hebdo, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a déclaré que la liberté d'expression était ce que les extrémistes « craignent le plus ». Face aux armes des extrémistes, les États-Unis et la France partagent le même attachement pour ceux qui manient une arme dont l'Histoire a démontré la toute-puissance : la plume.

Comme l'a déclaré John Kerry : « La liberté d'expression et la liberté de la presse sont des valeurs fondamentales, universelles. Il arrive que ces principes soient attaqués, mais jamais ils ne pourront être éradiqués,

parce que partout dans le monde, des hommes et des femmes se dresseront toujours avec courage contre l'intimidation et la terreur que voudraient répandre ceux qui cherchent à les détruire ».

Stephen Hess, maître de recherche émérite à la Brookings Institution de Washington, s'intéresse à l'histoire et à la mission de la caricature. Il défend la satire politique qui s'inscrit pour lui dans une tradition longue et particulière qui doit être préservée.

« Pour moi, c'est le droit du caricaturiste de rappeler à ceux qui sont au pouvoir ou qui souhaitent y accéder qu'il est prêt à se moquer d'eux. Être à la tête d'un gouvernement est une tâche à prendre au sérieux, et le rire n'est pas une arme populaire insignifiante dans une société qui élit ses dirigeants », estime-t-il.



Destinataire :

Quoi de Neuf ?



64 nouveaux volontaires américains ont prêté serment le vendredi 6 mai 2016. Ils ont pris service officiellement auprès de leurs homologues sénégalais dans les secteurs prioritaires suivants : 40 volontaires dans le Programme de Santé communautaire ; 24 volontaires dans le Programme de Développement économique communautaire.

Panorama est aussi en version électronique. Si vous souhaitez recevoir votre magazine par email, envoyez nous un message sur la page Facebook de l'Ambassade
Adresse: <http://www.facebook.com/usembassydakar>

